

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/204010]

Extrait de l'arrêt n° 112/2016 du 14 juillet 2016

Numéro du rôle : 6352

En cause : le recours en annulation des articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile », introduit par J.-P. C. et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 février 2016 et parvenue au greffe le 8 février 2016, un recours en annulation des articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile » (publiée au *Moniteur belge* du 24 décembre 2015) a été introduit par J.-P. C., D.M. et F.S., assistés et représentés par Me P. Vande Castele, avocat au barreau d'Anvers.

Par la même requête, les parties requérantes demandent également la suspension des mêmes dispositions légales. Par l'arrêt n° 54/2016 du 21 avril 2016, publié au *Moniteur belge* du 25 avril 2016, la Cour a suspendu ces dispositions légales.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Le recours en annulation vise les articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile ».

B.1.2. L'article 7 attaqué dispose :

« Dans l'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013, le a), partiellement annulé par l'arrêt n° 158/2014 du 30 octobre 2014 de la Cour constitutionnelle, est remplacé par ce qui suit :

a) les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant 65 ans pour cause de limite d'âge; ».

L'article 8 attaqué dispose que cet article produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

B.2.1. En vertu de l'article 80 de la loi-programme du 28 juin 2013, les travailleurs du secteur public admis à la retraite avant l'âge de 65 ans et qui ne comptent pas une carrière d'au moins 45 années civiles peuvent cumuler leur pension de retraite avec des revenus professionnels ne dépassant pas 7 570,00 euros, 6 056,01 euros ou 7 570,00 euros (montants non indexés) selon qu'ils sont obtenus respectivement en tant que travailleur salarié, en tant que travailleur indépendant ou qu'ils sont tirés de l'exercice d'une autre activité ou d'un autre mandat, charge ou office. Ces plafonds sont valables jusqu'à ce que la personne concernée atteigne l'âge de 65 ans. Au-delà de cet âge, la pension de retraite peut être cumulée avec des revenus professionnels sans limitation.

B.2.2. L'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013 prévoit, pour trois catégories de bénéficiaires d'une pension de retraite avant l'âge de 65 ans, un régime plus favorable de cumul avec des revenus professionnels. Pour ces catégories, ce sont des plafonds plus élevés, fixés à, selon les cas, 21 865,23 euros, 17 492,17 euros ou 21 865,23 euros (montants non indexés), qui s'appliquent.

B.3.1. L'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013, dans la rédaction qui était la sienne lorsqu'il a fait l'objet du recours ayant donné lieu à l'arrêt n° 158/2014 du 30 octobre 2014, disposait :

« Pour les pensions visées ci-après, les montants limites à prendre en considération sont ceux visés à l'article 78 et les revenus professionnels sont ceux afférents à ces mêmes années :

a) les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'incapacité physique;

[...] ».

B.3.2. Par son arrêt n° 158/2014, la Cour a annulé, dans cette disposition, les mots « pour une raison autre que l'incapacité physique ».

B.3.3. L'article 7 attaqué insère, dans cet article, à la place des mots annulés par l'arrêt n° 158/2014, les mots « pour cause de limite d'âge ».

B.4.1. L'exposé des motifs relatif aux dispositions attaquées indique :

« Le but de l'article 7 est donc de revenir à la situation existante avant l'arrêt de la Cour, mais sur la base d'un article 81, a) rédigé autrement et visant cette fois expressément et uniquement les personnes pensionnées pour limite d'âge.

[...]

S'agissant de rétablir une situation telle qu'elle doit être dès son origine, cette section produit ses effets à la date de l'entrée en vigueur de l'article 81 précité, à savoir le 1^{er} janvier 2013 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1502/001, p. 11).

B.4.2. Dans son avis relatif à ces dispositions alors en projet, la section de législation du Conseil d'Etat observe :
« Même si la formulation est différente, la disposition en projet est sur le fond identique à celle annulée par la Cour constitutionnelle. [...]

[...]

Par ailleurs, le commentaire de l'article n'avance aucun élément nouveau susceptible de modifier le jugement d'inconstitutionnalité. [...]

Dans ces conditions, en rétablissant la disposition annulée, la loi en projet méconnaît l'autorité de la chose jugée par la Cour constitutionnelle, et s'expose non seulement à une nouvelle annulation, mais également à une suspension sur la base de l'article 20, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, en vertu duquel, à la demande d'une partie requérante, la Cour peut suspendre une loi si celle-ci est identique ou similaire à une norme déjà annulée par la Cour constitutionnelle » (*ibid.*, pp. 41-42).

B.5.1. Les travailleurs du secteur public qui ont été mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans sont soit des personnes, appartenant à toutes les catégories de fonctionnaires, mises d'office à la retraite pour inaptitude physique, soit des militaires pour lesquels la loi prévoit une mise à la retraite à un âge antérieur à 65 ans.

B.5.2. La disposition attaquée, qui réserve l'avantage du cumul de la pension avec un revenu professionnel dans la limite du plafond le plus élevé aux personnes mises d'office à la retraite pour cause de limite d'âge, est donc similaire à la disposition, annulée par la Cour par son arrêt n° 158/2014, qui excluait du même avantage les personnes mises d'office à la retraite pour raison d'inaptitude physique.

Quant aux premier et deuxième moyens

B.6.1. Les parties requérantes prennent un premier moyen de la violation, par les dispositions attaquées, des articles 10, 11 et 23 de la Constitution. Elles reprochent à ces dispositions d'opérer une différence de traitement au détriment des personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour motif d'inaptitude physique.

B.6.2. Elles prennent un deuxième moyen de la violation, par les mêmes dispositions, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec le principe général de l'autorité de la chose jugée, tel qu'il est confirmé par l'article 9 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle. Elles font grief au législateur d'avoir méconnu l'autorité de la chose jugée qui s'attache à l'arrêt n° 158/2014 du 30 octobre 2014 de la Cour.

B.7. Le critère tiré du motif de la mise à la retraite anticipée est objectif. La Cour doit encore examiner si ce critère est pertinent.

Les deux catégories de personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans se trouvent dans une situation semblable dans la mesure où elles sont retraitées, pour une raison indépendante de leur volonté, à un âge auquel les autres agents peuvent encore travailler et jouir des revenus de leur travail. Par ailleurs, ces deux catégories de personnes sont autorisées à exercer, en cumul avec leur pension de retraite, une activité leur procurant un revenu professionnel ne dépassant pas certains plafonds. Enfin, ces deux catégories de personnes se voient appliquer, pour les années postérieures à celle au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 65 ans, le même régime en ce qui concerne les possibilités de cumul de la pension de retraite avec un revenu professionnel.

B.8.1. L'exposé des motifs du projet de loi indique, au sujet de l'article 7 attaqué :

« En effet, permettre au pensionné pour motif de santé de travailler dans les limites de revenus plus favorables [...] va à l'encontre de la philosophie qui est la base de l'octroi de ce type de pension qui est censé être accordée prématurément uniquement aux personnes qui ne sont plus capables de travailler pour s'assurer un revenu.

De plus, si on devait permettre aux pensionnés pour motif de santé de pouvoir travailler dans ces limites préférentielles de revenus avec pour unique sanction en cas de dépassement une réduction de 10 ou 20 % de la pension, la situation des pensionnés pour motif de santé serait bien meilleure que celle des pensionnés qui ont pris une pension anticipée sur la base de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions pour lesquels la limite est de 6 234 euros comme indépendant ou 7 793 euros comme salarié et pour lesquels la sanction en cas de dépassement peut être la suspension totale de la pension. Cette différence de traitement n'est pas justifiable » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1502/001, p. 9).

B.8.2. Ainsi que la Cour l'a jugé par son arrêt n° 158/2014 (B.8), le critère de l'inaptitude physique n'est pas pertinent pour établir la différence de traitement critiquée, dès lors que le législateur n'interdit pas aux personnes mises d'office à la pension pour inaptitude physique de travailler, si elles en ont la volonté et la possibilité, dans les limites de certains plafonds et que, une fois l'âge de 65 ans atteint, ces personnes sont autorisées à cumuler leur pension avec un revenu professionnel sans limitation.

B.8.3. Dès lors que les personnes mises d'office à la pension pour inaptitude physique sont autorisées à travailler, la circonstance que ce système de la mise à la pension pour inaptitude physique a été créé en vue d'assurer un revenu aux personnes devenues incapables de travailler ne saurait justifier que ces personnes soient soumises à un régime de cumul moins favorable que celui qui est réservé à l'autre catégorie de personnes mises à la pension pour un motif indépendant de leur volonté.

B.8.4. Par ailleurs, la situation des personnes mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique diffère fondamentalement de la situation des personnes qui bénéficient d'une pension anticipée, en ce que les premières se voient, en raison d'un accident de la vie, imposer la pension à un âge auquel elles avaient prévu d'encore bénéficier des revenus de leur travail, alors que les secondes ont choisi de solliciter leur droit à la pension de manière anticipée et l'ont fait en ayant conscience des conséquences financières liées à ce choix.

B.8.5. Enfin, l'exclusion du régime favorable de cumul des agents mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour cause d'inaptitude physique a en outre des conséquences disproportionnées dès lors que ces personnes ne bénéficient pas, par hypothèse, d'une pension complète et risquent donc de se trouver dans une situation précaire. La circonstance que l'article 4 de la loi attaquée du 18 décembre 2015, qui modifie l'article 91 de la loi-programme du 28 juin 2013, permet dorénavant le cumul d'une pension de retraite accordée pour inaptitude physique avec un revenu de remplacement visé à l'article 76, 10^o, b), d) ou e), a certes pour effet d'atténuer ces conséquences disproportionnées. Toutefois, dès lors qu'il n'est pas démontré que toutes les personnes bénéficiant d'une pension de retraite pour inaptitude physique se trouvent dans les conditions requises pour avoir droit à un tel revenu de remplacement, elle n'est pas de nature à faire disparaître les conséquences disproportionnées de la disposition attaquée.

B.9. Le premier moyen est fondé.

En conséquence, le deuxième moyen, qui est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec le principe général de l'autorité de la chose jugée, est fondé également. En effet, l'article 7 de la loi attaquée ayant une portée semblable à la disposition annulée par l'arrêt n° 158/2014 et ces deux dispositions étant contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution pour les mêmes motifs, le législateur a, par l'adoption de cet article 7, méconnu l'autorité de chose jugée attachée à l'arrêt n° 158/2014 de la Cour.

B.10. Il y a lieu d'annuler l'article 7 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile ».

L'article 8 de la même loi étant indissociablement lié à l'article 7, il y a lieu de l'annuler également.

B.11. Dès lors que les deux premiers moyens sont fondés, il n'y a pas lieu d'examiner le troisième moyen, qui ne pourrait conduire à une annulation plus étendue.

Par ces motifs,
la Cour

annule les articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 14 juillet 2016.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/204010]

Uittreksel uit arrest nr. 112/2016 van 14 juli 2016

Rolnummer : 6352

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart », ingesteld door J.-P. C. en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 februari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 februari 2016, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 december 2015) door J.-P. C., D.M. en F.S., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Antwerpen.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de schorsing van dezelfde wetsbepalingen. Bij het arrest nr. 54/2016 van 21 april 2016, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 april 2016, heeft het Hof die wetsbepalingen geschorst.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Het beroep tot vernietiging beoogt de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart ».

B.1.2. Het bestreden artikel 7 bepaalt :

« In artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013 wordt de bepaling onder a), gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 158/2014 van 30 oktober 2014 van het Grondwettelijk Hof, vervangen als volgt :

' a) een rustpensioen toegekend aan een persoon die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust werd gesteld wegens leeftijdsgrens; ' ».

Het bestreden artikel 8 bepaalt dat dat artikel uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2013.

B.2.1. Krachtens artikel 80 van de programmawet van 28 juni 2013 kunnen de werknemers van de overheidssector die vóór de leeftijd van 65 jaar tot het rustpensioen zijn toegelaten en die geen loopbaan van ten minste 45 kalenderjaren tellen, hun rustpensioen cumuleren met beroepsinkomsten die 7 570,00 euro, 6 056,01 euro of 7 570,00 euro (niet-geïndexeerde bedragen) niet overschrijden naargelang zij respectievelijk worden verkregen als werknemer, als zelfstandige of worden gehaald uit de uitoefening van een andere activiteit of van een ander mandaat, een ander ambt of een andere post. Die maximumbedragen gelden tot de betrokken persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt. Na die leeftijd kan het rustpensioen zonder beperking met beroepsinkomsten worden gecumuleerd.

B.2.2. Voor drie categorieën van gerechtigden op een rustpensioen vóór de leeftijd van 65 jaar voorziet artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013 in een gunstigere regeling voor de cumulatie met beroepsinkomsten. Voor die categorieën zijn het de hogere maximumbedragen, vastgelegd op, naar gelang van het geval, 21 865,23 euro, 17 492,17 euro of 21 865,23 euro (niet-geïndexeerde bedragen), die van toepassing zijn.

B.3.1. Artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013, in de redactie ervan die gold wanneer het het voorwerp heeft uitgemaakt van het beroep dat tot het arrest nr. 158/2014 van 30 oktober 2014 heeft geleid, bepaalde :

« Voor de volgende pensioenen zijn de in aanmerking te nemen grensbedragen deze bedoeld in artikel 78 en zijn de beroepsinkomsten deze die betrekking hebben op dezelfde jaren :

a) een rustpensioen toegekend aan een persoon die om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust gesteld werd;

[...] ».

B.3.2. Bij zijn arrest nr. 158/2014 heeft het Hof in die bepaling de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » vernietigd.

B.3.3. Het bestreden artikel 7 voegt in dat artikel, in plaats van de bij het arrest nr. 158/2014 vernietigde woorden, de woorden « wegens leeftijdsgrens » in.

B.4.1. In de memorie van toelichting met betrekking tot de bestreden bepalingen wordt vermeld :

« Het doel van artikel 7 is dus om terug te komen tot de situatie zoals deze bestond vóór het arrest van het Hof, maar op basis van een anders opgesteld artikel 81, a) dat deze keer uitdrukkelijk en alleen de personen gepensioneerd wegens leeftijdsgrens beoogt.

[...]

Gezien het gaat om een situatie die moet rechtgezet worden vanaf het begin ervan, heeft deze afdeling uitwerking vanaf de datum van inwerkingtreding van voormeld artikel 81, met name 1 januari 2013 » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1502/001, p. 11).

B.4.2. In haar advies met betrekking tot die toen in ontwerp zijnde bepalingen merkt de afdeling wetgeving van de Raad van State op :

« De formulering is weliswaar verschillend maar de ontworpen bepaling is inhoudelijk identiek aan de bepaling die door het Grondwettelijk Hof is vernietigd. [...]

[...]

Voorts brengt de bespreking van het artikel geen enkel nieuw gegeven naar voren op basis waarvan het oordeel inzake de ongrondwettigheid zou kunnen worden herzien. [...]

Daar de ontworpen wet de vernietigde bepaling herstelt, gaat ze bijgevolg voorbij aan het gezag van hetgeen het Grondwettelijk Hof gewezen heeft, en loopt ze het risico op een nieuwe vernietiging en bovendien op een schorsing op grond van artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 ' op het Grondwettelijk Hof ', krachtens welke bepaling het Hof een wet op vordering van een verzoekende partij kan schorsen indien die wet identiek is met of sterk gelijk op een reeds door het Grondwettelijk Hof vernietigde norm » (*ibid.*, pp. 41-42).

B.5.1. De werknemers van de overheidssector die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, zijn ofwel tot alle categorieën van ambtenaren behorende personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust zijn gesteld, ofwel militairen voor wie de wet voorziet in een opruistelling op een leeftijd vóór 65 jaar.

B.5.2. De bestreden bepaling, die het voordeel van de cumulatie van het pensioen met een beroepsinkomen binnen de grenzen van het hoogste maximumbedrag voorbehoudt aan de personen die wegens leeftijdsgrens ambtshalve op rust worden gesteld, is dus soortgelijk met de door het Hof bij zijn arrest nr. 158/2014 vernietigde bepaling, die de personen die om reden van lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust worden gesteld, van hetzelfde voordeel uitsloot.

Ten aanzien van het eerste en het tweede middel

B.6.1. De verzoekende partijen leiden een eerste middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet. Zij verwijten die bepalingen dat zij een verschil in behandeling doorvoeren ten nadele van de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust werden gesteld.

B.6.2. Zij leiden een tweede middel af uit de schending, door dezelfde bepalingen, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemeen beginsel van het gezag van gewijsde, zoals het is bekrachtigd bij artikel 9 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof. Zij verwijten de wetgever dat hij het gezag van gewijsde dat is verbonden aan het arrest nr. 158/2014 van 30 oktober 2014 van het Hof heeft geschonden.

B.7. Het criterium dat is afgeleid uit de reden van de vervroegde opruistelling is objectief. Het Hof dient nog te onderzoeken of dat criterium relevant is.

Beide categorieën van personen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld bevinden zich in een soortgelijke situatie in zoverre zij, om een reden die onafhankelijk is van hun wil, op rust worden gesteld op een leeftijd waarop de andere ambtenaren nog kunnen werken en nog de inkomsten van hun arbeid kunnen genieten. Daarenboven mogen die beide categorieën van personen, in cumulatie met hun rustpensioen, een activiteit uitoefenen die hun een beroepsinkomen verschafte dat bepaalde plafonds niet overschrijft. Ten slotte wordt op die beide categorieën van personen, voor de jaren na het jaar waarin zij de leeftijd van 65 jaar bereiken, dezelfde regeling toegepast wat betreft de mogelijkheden inzake cumulatie van het rustpensioen met een beroepsinkomen.

B.8.1. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp wordt, met betrekking tot het bestreden artikel 7, vermeld :

« Immers, de persoon die wegens gezondheidsredenen op pensioen is gesteld, toelaten te werken binnen gunstigere inkomensgrenzen [...] gaat in tegen de filosofie die de basis vormt van de toekenning van dit type pensioen dat geacht wordt vroegtijdig te worden toegekend enkel aan personen die niet meer in staat zijn om te werken en zo voor zichzelf een inkomen te verwerven.

Temeer, als men aan de gepensioneerden wegens gezondheidsredenen moest toelaten te kunnen werken binnen deze preferentiële inkomensgrenzen met als enige sanctie in het geval van overschrijding een vermindering van het pensioen met 10 of 20 %, zou de situatie van de gepensioneerden wegens gezondheidsredenen veel beter zijn dan die van de gepensioneerden die met vervroegd pensioen zijn gegaan op basis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen volgens dewelke de inkomensgrens is vastgelegd op 6 234 euro als zelfstandige of 7 793 euro als werknemer en voor wie de sanctie in het geval van overschrijding de volledige opschorting van het pensioen kan zijn. Dit verschil in behandeling kan niet worden gerechtvaardigd » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1502/001, p. 9).

B.8.2. Zoals het Hof bij zijn arrest nr. 158/2014 (B.8) heeft geoordeeld, is het criterium van de lichamelijke ongeschiktheid niet relevant om het bekritiseerde verschil in behandeling te vestigen, aangezien de wetgever personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op pensioen worden gesteld, niet verbiedt om, indien zij daartoe de wil en de mogelijkheid hebben, binnen de grenzen van bepaalde maximumbedragen te werken en aangezien die personen, zodra zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, hun pensioen onbeperkt met een beroepsinkomen mogen cumuleren.

B.8.3. Aangezien personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op pensioen worden gesteld mogen werken, zou de omstandigheid dat dat systeem van oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid in het leven is geroepen om aan personen die arbeidsongeschikt zijn geworden een inkomen te verzekeren, niet kunnen verantwoord worden dat die personen aan een minder gunstige cumulatieregeling worden onderworpen dan de regeling die is voorbehouden aan de andere categorie van personen die op pensioen worden gesteld om een reden die onafhankelijk is van hun wil.

B.8.4. Daarenboven verschilt de situatie van de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld fundamenteel van de situatie van de personen die een vervroegd pensioen genieten, in zoverre de eersten wegens een gebeurtenis in hun leven het pensioen opgelegd krijgen op een leeftijd waarop zij voorzien hadden dat zij nog de inkomsten van hun arbeid zouden genieten, terwijl de tweeden ervoor gekozen hebben vervroegd hun recht op pensioen op te eisen, waarbij ze zich bewust waren van de financiële gevolgen die aan die keuze verbonden zijn.

B.8.5. Ten slotte heeft het feit dat de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld, van de gunstige cumulatieregeling worden uitgesloten, bovendien onevenredige gevolgen aangezien die personen per definitie geen volledig pensioen genieten en dus het risico lopen zich in een kwetsbare situatie te bevinden. De omstandigheid dat artikel 4 van de bestreden wet van 18 december 2015, dat artikel 91 van de programmawet van 28 juni 2013 wijzigt, voortaan de cumulatie van een rustpensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid met een in artikel 76, 10°, b), d) of e), bedoeld vervangingsinkomen mogelijk maakt, heeft weliswaar tot gevolg die onevenredige gevolgen af te zwakken. Aangezien niet is aangetoond dat alle personen die een rustpensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid genieten, aan de vereisten voldoen om recht te hebben op een dergelijk vervangingsinkomen, kan die omstandigheid de onevenredige gevolgen van de bestreden bepaling echter niet doen verdwijnen.

B.9. Het eerste middel is gegrond.

Bijgevolg is het tweede middel, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemeen beginsel van het gezag van gewijsde, eveneens gegrond. Aangezien artikel 7 van de bestreden wet een soortgelijke draagwijdte heeft als de bij het arrest nr. 158/2014 vernietigde bepaling en die twee bepalingen om dezelfde redenen in strijd zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, heeft de wetgever immers, door de aanneming van dat artikel 7, het gezag van gewijsde dat is verbonden aan het arrest nr. 158/2014 van het Hof geschonden.

B.10. Artikel 7 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart » dient te worden vernietigd.

Aangezien artikel 8 van dezelfde wet onlosmakelijk verbonden is met artikel 7, dient het eveneens te worden vernietigd.

B.11. Aangezien de eerste twee middelen gegrond zijn, dient het derde middel, dat niet tot een ruimere vernietiging zou kunnen leiden, niet te worden onderzocht.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 14 juli 2016.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/204010]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 112/2016 vom 14. Juli 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6352

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 «über die Gleichsetzung eines Zeitraums der Inaktivität bestimmter Mitglieder der integrierten Polizei im Hinblick auf die Erfüllung der Laufbahnbedingung für die Inanspruchnahme des Vorruhestands, über den gleichzeitigen Bezug einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt», erhoben von J.-P. C. und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 5. Februar 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. Februar 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 «über die Gleichsetzung eines Zeitraums der Inaktivität bestimmter Mitglieder der integrierten Polizei im Hinblick auf die Erfüllung der Laufbahnbedingung für die Inanspruchnahme des Vorruhestands, über den gleichzeitigen Bezug einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Dezember 2015): J.-P. C., D.M. und F.S., unterstützt und vertreten durch RA P. Vande Castele, in Antwerpen zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzbestimmungen. Durch Entscheid Nr. 54/2016 vom 21. April 2016, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. April 2016, hat der Gerichtshof diese Gesetzbestimmungen einstweilig aufgehoben.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Klage auf Nichtigerklärung bezieht sich auf die Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 «über die Gleichsetzung eines Zeitraums der Inaktivität bestimmter Mitglieder der integrierten Polizei im Hinblick auf die Erfüllung der Laufbahnbedingung für die Inanspruchnahme des Vorruhestands, über den gleichzeitigen Bezug einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt».

B.1.2. Der angefochtene Artikel 7 bestimmt:

«In Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 wird Buchstabe *a*), teilweise für nichtig erklärt durch Entscheid Nr. 158/2014 des Verfassungsgerichtshofes vom 30. Oktober 2014, wie folgt ersetzt:

' *a*) Ruhestandspensionen, die Personen gewährt werden, die aufgrund des Erreichens der Altersgrenze vor ihrem 65. Geburtstag von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden sind, '».

Der angefochtene Artikel 8 bestimmt, dass dieser Artikel mit 1. Januar 2013 wirksam wird.

B.2.1. Aufgrund von Artikel 80 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 können die Arbeitnehmer des öffentlichen Sektors, die vor dem Alter von 65 Jahren zur Ruhestandspension zugelassen werden und die nicht eine Laufbahn von mindestens 45 Kalenderjahren aufweisen, ihre Ruhestandspension gleichzeitig mit Berufseinkünften von höchstens 7 570,00 Euro, 6 056,01 Euro oder 7 570,00 Euro (nichtindexierte Beträge) beziehen, je nachdem, ob sie als Arbeitnehmer oder als Selbstständiger bezogen werden oder ob sie aus der Ausübung einer anderen Tätigkeit oder eines anderen Mandats, Amtes oder Postens stammen. Diese Höchstbeträge gelten, bis die betreffende Person das Alter von 65 Jahren erreicht hat. Nach diesem Alter kann die Ruhestandspension gleichzeitig mit unbegrenzten Berufseinkünften bezogen werden.

B.2.2. Für drei Kategorien von Anspruchsberechtigten auf eine Ruhestandspension vor dem Alter von 65 Jahren ist in Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 eine vorteilhaftere Regelung für den gleichzeitigen Bezug mit Berufseinkünften vorgesehen. Für diese Kategorien sind diese Höchstbeträge höher, nämlich je nach Fall 21 865,23 Euro, 17 492,17 Euro oder 21 865,23 Euro (nichtindexierte Beträge).

B.3.1. Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 bestimmte in der Fassung, die zu dem Zeitpunkt galt, als er Gegenstand der Klage war, die zum Entscheid Nr. 158/2014 vom 30. Oktober 2014 geführt hat:

«Was die nachstehend erwähnten Pensionen betrifft, entsprechen die zu berücksichtigenden Grenzbeträge den in Artikel 78 vorgesehenen Beträgen, wobei die Berufseinkünfte dieselben Jahre betreffen:

a) Ruhestandspensionen, die Personen gewährt werden, die aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit vor ihrem 65. Geburtstag von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden sind,

[...]».

B.3.2. In seinem Entscheid Nr. 158/2014 hat der Gerichtshof in dieser Bestimmung die Wortfolge «aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit» für nichtig erklärt.

B.3.3. Der angefochtene Artikel 7 fügt in diesen Artikel anstelle der durch den Entscheid Nr. 158/2014 für nichtig erklärten Wortfolge die Wortfolge «aufgrund des Erreichens der Altersgrenze» ein.

B.4.1. In der Begründung wurde bezüglich der angefochtenen Bestimmungen angeführt:

«Mit Artikel 7 wird also bezweckt, zu der vor dem Entscheid des Gerichtshofes bestehenden Situation zurückzukehren, jedoch auf der Grundlage eines anders verfassten Artikels 81 Buchstabe *a*), der sich nunmehr ausdrücklich und ausschließlich auf die wegen Erreichen der Altersgrenze pensionieren Personen bezieht.

[...]

Da es gilt, eine Situation wiederherzustellen, so wie sie von Anfang an sein sollte, wird dieser Abschnitt wirksam am Datum des Inkrafttretens des vorerwähnten Artikels 81, nämlich dem 1. Januar 2013» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1502/001, S. 11).

B.4.2. In ihrem Gutachten zu diesen damals im Entwurf befindlichen Bestimmungen bemerkte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates:

«Selbst wenn die Formulierung anders ist, ist der Entwurf der Bestimmung im Grunde identisch mit derjenigen, die der Verfassungsgerichtshof für nichtig erklärt hat. [...]

[...]

Im Übrigen enthält der Kommentar zum Artikel kein neues Element, das das Urteil der Verfassungswidrigkeit ändern könnte. [...]

Unter diesen Voraussetzungen wird durch den Gesetzentwurf, indem die für nichtig erklärte Bestimmung wiederhergestellt wird, die materielle Rechtskraft des Entscheids des Verfassungsgerichtshofes missachtet und setzt man sich nicht nur der Gefahr einer neuen Nichtigerklärung aus, sondern auch einer einstweiligen Aufhebung auf der Grundlage von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ' über den Verfassungsgerichtshof ', aufgrund dessen der Gerichtshof auf Antrag einer klagenden Partei ein Gesetz einstweilig aufheben kann, wenn es mit einer vom Verfassungsgerichtshof bereits für nichtig erklärten Norm identisch oder ihr ähnlich ist» (ebenda, SS. 41-42).

B.5.1. Die Arbeitnehmer des öffentlichen Sektors, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, sind entweder Personen aller Kategorien von Beamten, die aufgrund körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, oder Militärpersonen, für die im Gesetz eine Versetzung in den Ruhestand in einem Alter vor 65 Jahren vorgesehen ist.

B.5.2. Die angefochtene Bestimmung, die den Vorteil des gleichzeitigen Bezugs der Pension mit einem Berufseinkommen innerhalb der Grenzen der höchsten Obergrenze den Personen vorbehält, die wegen Erreichen der Altersgrenze von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, gleicht also der vom Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 158/2014 für nichtig erklärten Bestimmung, durch die die Personen, die aus Gründen der körperlichen Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, vom selben Vorteil ausgeschlossen wurden.

In Bezug auf den ersten und den zweiten Klagegrund

B.6.1. Die klagenden Parteien leiten einen ersten Klagegrund aus einem Verstoß der angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung ab. Sie bemängeln, dass diese Bestimmungen einen Behandlungsunterschied zum Nachteil der Personen einführen, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt würden.

B.6.2. Sie leiten einen zweiten Klagegrund aus einem Verstoß derselben Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der materiellen Rechtskraft, so wie er durch Artikel 9 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof bestätigt werde, ab. Sie bemängeln, dass der Gesetzgeber die mit dem Entscheid des Gerichtshofes Nr. 158/2014 vom 30. Oktober 2014 verbundene materielle Rechtskraft verletzt habe.

B.7. Das aus dem Grund der vorzeitigen Versetzung in den Ruhestand abgeleitete Kriterium ist objektiv. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob dieses Kriterium sachdienlich ist.

Die beiden Kategorien von Personen, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, befinden sich in einer ähnlichen Situation, insofern sie aus einem von ihrem Willen unabhängigen Grund in den Ruhestand versetzt werden mit einem Alter, in dem die anderen Bediensteten noch arbeiten und die Einkünfte aus ihrer Arbeit genießen können. Außerdem ist es diesen beiden Kategorien von Personen erlaubt, gleichzeitig mit dem Bezug ihrer Ruhestandspension eine Tätigkeit auszuüben, die ihnen ein Berufseinkommen verschafft, das gewisse Obergrenzen nicht überschreitet. Schließlich wird auf diese beiden Kategorien von Personen für die Jahre nach demjenigen, in dem sie das Alter von 65 Jahren erreichen, die gleiche Regelung bezüglich der Möglichkeiten des gleichzeitigen Bezugs der Ruhestandspension und eines Berufseinkommens angewandt.

B.8.1. In der Begründung des Gesetzentwurfs heißt es in Bezug auf den angefochtenen Artikel 7:

«Die Möglichkeit für eine Person, die aus gesundheitlichen Gründen in den Ruhestand versetzt wurde, innerhalb günstigerer Einkommensgrenzen [...] zu arbeiten, widerspricht nämlich der Philosophie, die der Gewährung dieser Art von Pension zugrunde liegt, bei der davon ausgegangen wird, dass sie vorzeitig nur jenen Personen gewährt wird, die nicht mehr in der Lage sind zu arbeiten und somit für sich selbst ein Einkommen zu erwerben.

Darüber hinaus ist festzuhalten, dass in dem Fall, dass man es den aus gesundheitlichen Gründen in den Ruhestand versetzten Personen erlauben würde, innerhalb dieser präferenziellen Einkommensgrenzen zu arbeiten, wobei als einzige Sanktion im Falle der Überschreitung eine Verringerung der Pension um 10 oder 20% vorgesehen wäre, die Situation der aus gesundheitlichen Gründen in den Ruhestand versetzten Personen viel besser wäre als diejenige der Personen, die die Vorruhestandspension aufgrund des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen genießen, wobei die Einkommensgrenze auf 6 234 Euro für Selbständige beziehungsweise 7 793 Euro für Lohnempfänger festgelegt wurde und die Sanktion im Falle der Überschreitung die völlige Aussetzung der Pension sein kann. Dieser Behandlungsunterschied ist nicht zu rechtfertigen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1502/001, S. 9).

B.8.2. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 158/2014 (B.8) geurteilt hat, ist das Kriterium der körperlichen Untauglichkeit nicht relevant, um den bemängelten Behandlungsunterschied einzuführen, da der Gesetzgeber es den wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzten Personen nicht verbietet zu arbeiten, wenn sie dazu den Willen und die Möglichkeit haben, innerhalb gewisser Obergrenzen, und da diese Personen, sobald sie das Alter von 65 Jahren erreicht haben, ihre Pension ohne Einschränkung gleichzeitig mit einem Berufseinkommen beziehen dürfen.

B.8.3. Da Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, arbeiten dürfen, könnte der Umstand, dass dieses System der Versetzung in den Ruhestand wegen körperlicher Untauglichkeit ins Leben gerufen wurde, um Personen, die arbeitsunfähig geworden sind, ein Einkommen zu sichern, es nicht rechtfertigen, dass für diese Personen eine weniger günstige Regelung des gleichzeitigen Bezugs gelten würde als diejenige, die der anderen Kategorie von Personen vorbehalten ist, die aus einem von ihrem Willen unabhängigen Grund in den Ruhestand versetzt wurden.

B.8.4. Darüber hinaus unterscheidet sich die Situation der Personen, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, grundlegend von der Situation der Personen, die eine Vorruhestandspension genießen, insofern den Ersteren wegen eines Ereignisses, das sich in ihrem Leben zugetragen hat, die Pensionierung in einem Alter auferlegt wird, in dem sie sich noch Einkünfte aus ihrer Arbeit erhofft hätten, während die Letzteren sich dafür entschieden haben, vorzeitig ihr Recht auf Pension zu beanspruchen, wobei sie sich der mit dieser Entscheidung verbundenen finanziellen Folgen bewusst waren.

B.8.5. Schließlich hat die Tatsache, dass Bedienstete, die wegen körperlicher Untauglichkeit vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, von der günstigen Regelung des gleichzeitigen Bezugs ausgeschlossen werden, außerdem unverhältnismäßige Folgen, da diese Personen *per definitionem* keine vollständige Pension genießen und somit Gefahr laufen, sich in einer prekären Situation zu befinden. Der Umstand, dass Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes vom 18. Dezember 2015, mit dem Artikel 91 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 abgeändert wird, nunmehr den gleichzeitigen Bezug einer Ruhestandspension wegen körperlicher Untauglichkeit mit einem Ersatzeinkommen im Sinne von Artikel 76 Nr. 10 Buchstabe *b)*, *d)* oder *e)* erlaubt, hat zwar zur Folge, diese unverhältnismäßigen Folgen abzumildern. Da nicht bewiesen wird, dass alle Personen, die eine Ruhestandspension wegen körperlicher Untauglichkeit erhalten, die erforderlichen Bedingungen erfüllen, um Anspruch auf ein solches Ersatzeinkommen zu haben, kann dieser Umstand die unverhältnismäßigen Folgen der angefochtenen Bestimmung jedoch nicht beseitigen.

B.9. Der erste Klagegrund ist begründet.

Demzufolge ist der zweite Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der materiellen Rechtskraft abgeleitet ist, ebenfalls begründet. Da Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes eine ähnliche Tragweite hat wie die durch den Entscheid Nr. 158/2014 für nichtig erklärte Bestimmung und die beiden Bestimmungen aus denselben Gründen im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehen, hat der Gesetzgeber nämlich mit der Annahme dieses Artikels 7 die mit dem Entscheid des Gerichtshofes Nr. 158/2014 verbundene materielle Rechtskraft verletzt.

B.10. Artikel 7 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 «über die Gleichsetzung eines Zeitraums der Inaktivität bestimmter Mitglieder der integrierten Polizei im Hinblick auf die Erfüllung der Laufbahnbedingung für die Inanspruchnahme des Vorruhestands, über den gleichzeitigen Bezug einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über Pensionen des Flugpersonals der Zivilluffahrt» ist für nichtig zu erklären.

Da Artikel 8 desselben Gesetzes untrennbar mit Artikel 7 verbunden ist, ist er ebenfalls für nichtig zu erklären.

B.11. Da die ersten zwei Klagegründe begründet sind, braucht der dritte Klagegrund, der nicht zu einer weiter reichenden Nichtigerklärung führen könnte, nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 «über die Gleichsetzung eines Zeitraums der Inaktivität bestimmter Mitglieder der integrierten Polizei im Hinblick auf die Erfüllung der Laufbahnbedingung für die Inanspruchnahme des Vorruhestands, über den gleichzeitigen Bezug einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über Pensionen des Flugpersonals der Zivilluffahrt» für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Juli 2016.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels